

Art. 2. Het besluit van de Vlaamse Regering van 17 december 2010 tot definitieve vaststelling van een gedeeltelijke herziening van het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen wordt bekrachtigd wat de wijzigingen aan de bindende bepalingen betreft.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 februari 2011.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

K. PEETERS

De Vlaamse minister van Financiën,, Begroting, Werk, Ruimtelijke Ordening en Sport,

Ph. MUYTERS

—
Nota

Zitting 2010-2011 :

Stukken. — Voorstel van decreet : 898, nr. 1. — Verslag : 898, nr. 2. — Tekst aangenomen door de plenaire vergadering : 898, nr. 3.

Handelingen. — Bespreking en aanneming : Vergadering van 16 februari 2011.

—
TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2011 — 1056

[2011/201213]

25 FEVRIER 2011. — Décret ratifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 décembre 2010 portant fixation définitive d'une révision partielle du Schéma de Structure d'Aménagement de la Flandre, en ce qui concerne les modifications aux dispositions obligatoires de ce Schéma de Structure d'Aménagement de la Flandre

Le Parlement flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Décret ratifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 décembre 2010 portant fixation définitive d'une révision partielle du Schéma de Structure d'Aménagement de la Flandre, en ce qui concerne les modifications aux dispositions obligatoires de ce Schéma de Structure d'Aménagement de la Flandre.

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière régionale.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement flamand du 17 décembre 2010 portant fixation définitive d'une révision partielle du Schéma de Structure d'Aménagement de la Flandre est ratifié en ce qui concerne les modifications aux dispositions obligatoires.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 février 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget, du Travail, de l'Aménagement du Territoire et des Sports,

Ph. MUYTERS

—
Note

Session 2010-2011 :

Documents. — Projet de décret : 898, n° 1. — Rapport : 898, n° 2. — Texte adopté en séance plénière : 898, n° 3.

Annales. — Discussion et adoption : Séance du 16 février 2011.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1057

[2011/201805]

31 MARS 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2010 relatif à la cession gratuite de fruits et légumes aux élèves des établissements scolaires pour leur consommation dans le cadre de la sensibilisation aux bienfaits de ces produits

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'article 3, § 1^{er}, 1^o, remplacé par l'article 214, 1^o, de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 25 février 2010 relatif à la cession gratuite de fruits et légumes aux élèves des établissements scolaires pour leur consommation dans le cadre de la sensibilisation aux bienfaits de ces produits;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 17 février 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 décembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 décembre 2010;

Vu l'avis 49.200/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 février 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (CE) n° 13/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005 relatif au financement de la politique agricole commune et (CE) n° 1234/2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement OCM unique) en vue de la mise en place d'un programme en faveur de la consommation de fruits à l'école;

Considérant le Règlement (CE) n° 288/2009 de la Commission du 7 avril 2009 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne l'octroi d'une aide communautaire pour la distribution de fruits et de légumes, de fruits et de légumes transformés et de bananes et de produits qui en sont issus, aux enfants dans les établissements scolaires, dans le cadre d'un programme en faveur de la consommation de fruits à l'école;

Considérant qu'il est logique d'intégrer les établissements d'enseignement fondamental de type maternel au public cible en rapport avec l'éducation à une alimentation plus saine;

Considérant la volonté de supprimer la date limite d'inscription;

Considérant la volonté d'alléger la gestion administrative de ce régime d'aides;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2010 relatif à la cession gratuite de fruits et légumes aux élèves des établissements scolaires pour leur consommation dans le cadre de la sensibilisation aux bienfaits de ces produits, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

"1^o "établissement scolaire" : tout établissement d'enseignement fondamental primaire ou maternel;"

Art. 2. Dans l'article 5 du même arrêté, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

"Afin de pouvoir demander l'aide, l'établissement scolaire établi en Région wallonne introduit annuellement une demande d'agrément auprès de l'administration. La demande doit préciser l'année scolaire concernée.

Pour la seconde année du programme, c'est-à-dire pour l'année scolaire 2010-2011, la demande d'agrément doit être introduite avant le 30 septembre 2010."

Art. 3. Dans l'article 6 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"La demande d'aide porte sur les périodes suivantes : du 1^{er} septembre au 31 décembre, du 1^{er} janvier au 31 mars et du 1^{er} avril au 30 juin. La demande d'aide est introduite par l'établissement scolaire auprès de l'administration au plus tard le dernier jour du deuxième mois suivant la fin de la période qui fait l'objet de la demande. Celle-ci est communiquée au moyen du formulaire établi par l'administration. Cette dernière accuse réception de la demande dans les dix jours."

Art. 4. Dans l'article 7, § 1^{er}, du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Le recours est adressé par envoi recommandé avec accusé de réception ou remis contre récépissé, à l'inspecteur général de l'administration dans le mois qui suit la notification de la décision sous peine d'irrecevabilité."

Art. 5. Dans la section 4 du même arrêté est inséré un article 6/1 stipulé comme suit :

"Art. 6/1. Le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté."

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur après publication au *Moniteur belge* à l'exception de son article 1^{er} qui entre en vigueur au 1^{er} septembre 2011.

Art. 7. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mars 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1057

[2011/201805]

31. MÄRZ 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2010 über die unentgeltliche Abgabe von Früchten und Gemüse an Schüler in Schulen im Hinblick auf deren Verzehr im Rahmen der Sensibilisierung für die positiven Wirkungen dieser Erzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, 1^o ersetzt durch Artikel 214, 1^o des Gesetzes vom 29. Dezember 1990 zur Festlegung sozialer Bestimmungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2010 über die unentgeltliche Abgabe von Früchten und Gemüse an Schüler in Schulen im Hinblick auf deren Verzehr im Rahmen der Sensibilisierung für die positiven Wirkungen dieser Erzeugnisse;

Aufgrund der am 17. Februar 2011 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Dezember 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 16. Februar 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 49.200/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 13/2009 des Rates vom 18. Oktober 2008 zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005 über die Finanzierung der gemeinsamen Agrarpolitik und (EG) Nr. 1234/2007 über eine gemeinsame Organisation der Agrarmärkte und mit Sondervorschriften für bestimmte landwirtschaftliche Erzeugnisse (Verordnung über die einheitliche GMO) zur Einführung eines Schulobstprogramms;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 288/2009 der Kommission vom 7. Dezember 2009 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Gemeinschaftsbeihilfe für die Abgabe von Obst und Gemüse, verarbeitetem Obst und Gemüse sowie von Bananenerzeugnissen an Kinder in schulischen Einrichtungen im Rahmen des Schulobstprogramms;

In der Erwägung, dass es logisch ist, die Kindergärten des Grundschulbereichs in das Zielpublikum für eine Erziehung zur gesünderen Ernährung zu integrieren;

In der Erwägung, dass die Absicht besteht, die Frist für die Eintragung aufzuheben;

In Erwägung der Absicht, den Verwaltungsaufwand für diese Beihilferegelung zu verringern;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2010 über die unentgeltliche Abgabe von Früchten und Gemüse an Schüler in Schulen im Hinblick auf deren Verzehr im Rahmen der Sensibilisierung für die positiven Wirkungen dieser Erzeugnisse wird der Punkt 1° durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"1° "Schulische Einrichtung": jede Einrichtung des Primar- oder Kindergartenbereichs der Grundschule;"

Art. 2 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden Absatz 1 und 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Um die Beihilfe beantragen zu können, muss die schulische Einrichtung, die sich auf dem Gebiet der wallonischen Region befindet, bei der Verwaltung einen Zulassungsantrag einreichen. In diesem Antrag muss das betreffende Schuljahr angeführt werden.

Für das zweite Jahr des Schulobstprogramms, d.h. für das Schuljahr 2010-2011, muss der Zulassungsantrag vor dem 30. September 2010 gestellt werden."

Art. 3 - In Artikel 6 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

Der Beihilfeantrag bezieht sich auf die folgenden Zeiträume: "vom 1. September bis 31. Dezember, vom 1. Januar bis 31. März und vom 1. April bis 30. Juni. Der Beihilfeantrag wird von der schulischen Einrichtung spätestens am letzten Tag des zweiten Monats nach dem Ende des Zeitraums, der Gegenstand des Antrags ist, bei der Verwaltung eingereicht. Dieser Antrag wird anhand des von der Verwaltung ausgearbeiteten Formulars eingereicht. Die Verwaltung bestätigt den Empfang innerhalb von zehn Tagen."

Art. 4 - In Artikel 7, § 1 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Die Beschwerde wird entweder per Einschreiben mit Rückschein an den Generalinspektor der Verwaltung gesandt oder dort gegen Empfangsbestätigung abgegeben, und dies unter Androhung der Nichtigkeit innerhalb eines Monats nach der Mitteilung des Beschlusses."

Art. 5 - In Abschnitt 4 desselben Erlasses wird ein Artikel 6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 6/1 - Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen."

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*, mit Ausnahme seines Artikels 1 der am 1. September 2011 in Kraft tritt.

Art. 7 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. März 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1057

[2011/201805]

31 MAART 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2010 betreffende de gratis verstrekking van fruit en groenten aan leerlingen van onderwijsinstellingen voor eigen consumptie in het kader van de sensibilisering voor de weldaden van deze producten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°, vervangen bij artikel 214, 1°, van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het besluit van 25 februari 2010 betreffende de gratis verstrekking van fruit en groenten aan leerlingen van onderwijsinstellingen voor eigen consumptie in het kader van de sensibilisering voor de weldaden van deze producten;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 17 februari 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 december 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 december 2010;

Gelet op het advies 49.200/4 van de Raad van State, gegeven op 16 februari 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EG) nr. 13/2009 van de Raad van 18 december 2008 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1290/2005 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, en van Verordening (EG) nr. 1234/2007 houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten (Integrale-GMO-verordening), met het oog op het opzetten van een schoolfruitregeling;

Gelet op Verordening (EG) nr. 288/2009 van de Commissie van 7 april 2009 houdende bepalingen voor de uitvoering van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad ten aanzien van de toekenning, in het kader van een schoolfruitregeling, van communautaire steun voor de verstrekking van groente- en fruitproducten, verwerkte groente- en fruitproducten en banaanproducten aan kinderen in onderwijsinstellingen;

Overwegende dat het logisch is om de instellingen van het basisonderwijs (kleuter onderwijs) in het doelpubliek op te nemen wat betreft de opvoeding tot een gezondere voeding;

Gelet op de wil om de uiterste inschrijvingsdatum af te schaffen;

Gelet op de wil om het administratief beheer van deze steunregeling minder zwaar te maken;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2010 betreffende de gratis verstrekking van fruit en groenten aan leerlingen van onderwijsinstellingen voor eigen consumptie in het kader van de sensibilisering voor de weldaden van deze producten, wordt 1° vervangen als volgt :

“1° “onderwijsinstelling” : elke instelling van het lager basis- of kleuteronderwijs;”.

Art. 2. In artikel 5, van hetzelfde besluit worden het eerste en het tweede lid vervangen door wat volgt :

“Om steun te kunnen aanvragen, dient de onderwijsinstelling, gevestigd in het Waalse Gewest, jaarlijks, een erkenningsaanvraag in bij de administratie. De aanvraag moet het betrokken schooljaar aangeven.

Voor het tweede jaar van deze regeling, d.w.z. voor het schooljaar 2010-2011, moet de erkenningsaanvraag vóór 30 september 2010 worden ingediend.”

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

“De steunaanvraag heeft betrekking op de volgende periodes : van 1 september tot 31 december, van 1 januari tot 31 maart en van 1 april tot 30 juni. De steunaanvraag wordt door de onderwijsinstelling bij de administratie ingediend uiterlijk op de laatste dag van de tweede maand na de periode waarop zij betrekking heeft. De steunaanvraag wordt ingediend door middel van het formulier opgesteld door de administratie. De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen.”

Art. 4. In artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

“Het beroep wordt, op straffe van onontvankelijkheid, bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht of tegen ontvangstbewijs aan de inspecteur-generaal van de administratie gericht binnen de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing.”

Art. 5. In afdeling 4 van hetzelfde besluit wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 6/1. De directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst of, bij diens afwezigheid of verhindering de ambtenaar die hem vervangt, wordt ertoe gemachtigd de uitgaven i.v.m. de bij dit besluit bepaalde steun, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.”

Art. 6. Dit besluit treedt in werking na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 1 dat op 1 september 2011 in werking treedt.

Art. 7. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 maart 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN